



## TABLE DES MATIÈRES

Abréviations, sigles et acronymes .....	VII
Avant-propos .....	XIII
Sommaire.....	XV

### ÉTUDES

<i>Le droit national, international et européen et la question des rapports entre les différentes hiérarchies des normes,</i> par Jean-Sylvestre BERGÉ .....	3
I. Quelle utilité matérielle des constructions de type « hiérarchie des normes » dans un contexte d'application multi-niveau du droit ? .....	7
A. Faible utilité de la hiérarchie des normes en présence de droits différents .....	7
B. Faible utilité de la hiérarchie des normes en présence de droits complémentaires .....	10
II. Quelle utilité formelle des constructions de type « hiérarchie des normes » dans un contexte d'application multi-niveau du droit ? .....	13
A. Relativité de la hiérarchie des normes en présence d'une circulation des situations juridiques .....	13
B. Recherche stratégique de la « meilleure » hiérarchie des normes .....	16
<i>Le pluralisme maîtrisé : l'émergence d'un véritable pouvoir discrétionnaire des États, mais rien que du pouvoir discrétionnaire ?,</i> par Aude BOUVERESSE .....	23
I. La reconnaissance des États-nations : un pluralisme apparent..	28
A. Une consécration constitutionnelle .....	28
1. <i>L'Union aux prises avec les États</i> .....	28
2. <i>Une donnée peu innovante</i> .....	30





B. Une consécration jurisprudentielle.....	33
1. <i>La reconnaissance d'un réel pouvoir discrétionnaire aux États membres dans la mise en œuvre du droit de l'Union européenne</i> .....	33
2. <i>La reconnaissance jurisprudentielle de l'État-nation ou la consécration de la portée juridique de l'identité nationale</i> .....	38
II. La persistance de l'État-intégré : un monisme rémanent.....	41
A. Le pluralisme maîtrisé : l'identité nationale placée sous la maîtrise de l'Union.....	42
1. <i>L'identité nationale : un objectif légitime</i> .....	42
2. <i>La reconnaissance d'un pouvoir d'appréciation au bénéfice des États</i> .....	45
B. L'émergence d'une identité européenne .....	50
<i>Le mandat d'arrêt européen en question,</i> par Didier REBUT.....	53
I. Une mise en œuvre contestable des motifs de refus d'exécution.....	55
A. Les résistances fréquentes à l'application aux nationaux .....	55
B. Des atteintes possibles à l'exigence de double incrimination.....	58
II. Une protection insuffisante des libertés et droits fondamentaux.....	62
A. La faiblesse du contrôle par l'État d'exécution .....	62
B. L'absence d'application d'un critère de proportionnalité dans l'État d'émission .....	66
<i>La solidarité financière et la « contractualisation » de la gouvernance économique,</i> par Constantin A. STEPHANOU .....	69
<b>Observations préliminaires</b> .....	69
I. Les dispositions du traité (TFUE).....	70
A. L'interdiction adressée à la BCE et aux BCN .....	70
B. Les interdictions adressées à l'Union et ses membres.....	72
C. Les clauses de solidarité.....	72





## TABLE DES MATIÈRES

1075

II. Les antécédents du MES.....	74
A. Les prêts bilatéraux coordonnés à la Grèce.....	74
B. Le mécanisme de soutien afférent aux balances des paiements.....	76
C. Les mécanismes provisoires de soutien .....	76
III. Le Mécanisme européen de stabilité .....	78
A. Traits généraux .....	78
B. Moyens.....	78
C. Typologie des opérations de soutien .....	79
D. Principes applicables aux opérations de soutien.....	80
E. Entrée en vigueur du Traité – Lien avec le Pacte budgétaire.....	80
F. Le MES face à la crise.....	81
IV. Les interventions de l'Eurosystème sur les marchés obligataires.....	82
V. La participation des créanciers privés à la restructuration de dettes souveraines .....	83
A. Les clauses d'action collective .....	83
B. La restructuration de la dette publique grecque.....	84
1. <i>Les conditions d'échange des obligations</i> .....	84
2. <i>Évaluation</i> .....	86
C. Le régime du MES.....	87
1. <i>La participation des créanciers privés             aux restructurations</i> .....	87
2. <i>Rang des créanciers</i> .....	87
VI. La logique des mécanismes de soutien – Conclusions.....	87
A. L'aléa moral .....	87
B. Les risques de contagion financière .....	88
C. Efficacité et crédibilité des mécanismes de soutien.....	89
<i>L'incertitude normative en droit de l'Union européenne,     par Jean SIRINELLI</i> .....	91
I. Les contingences de la normativité.....	94
A. L'identification incertaine de la normativité .....	94
1. <i>Le caractère contraignant</i> .....	95





2. <i>Les conditions exclues</i> .....	97
B. Les effets incertains de la normativité.....	101
1. <i>L'effet direct, facteur de variation des effets de la norme..</i>	102
2. <i>Les interférences nationales, facteur de variation des effets de la norme</i> .....	105
II. Les ambiguïtés de la para-normativité.....	107
A. L'existence d'actes para-normatifs.....	108
1. <i>Les actes para-normatifs</i> .....	108
2. <i>Le statut juridique des actes para-normatifs</i> .....	110
B. L'exigence de relais normateurs.....	114
1. <i>Les relais contestables</i> .....	115
2. <i>Les relais privilégiés</i> .....	118
<i>L'Union européenne et l'Organisation Mondiale du Commerce : concurrents ou partenaires ?, par Jan WOUTERS</i> .....	121
I. Introduction .....	121
II. Le changement d'attitude de l'Union européenne vis-à-vis du multilatéralisme.....	122
III. L'OMC et les accords de libre-échange .....	126
IV. L'impact de la politique commerciale commune de l'Union européenne sur ses engagements envers l'OMC .....	129
A. La dimension « législative » : le blocage de Doha et les pourparlers pour un accord plurilatéral international sur les services .....	129
B. La dimension « jurisprudentielle » : le mécanisme de règlement des différends de l'OMC.....	133
V. Conclusion .....	135
<i>Vers une codification de la procédure administrative non contentieuse des institutions, organes et organismes de l'Union européenne ?, par Jacques ZILLER</i> .....	137
I. Principes, droits et règles de procédure administrative de l'Union européenne : l'état actuel du droit.....	138
A. Les principes, droits et règles de la procédure administrative de l'Union européenne en droit positif....	138





## TABLE DES MATIÈRES

1077

1. <i>Le Code européen de bonne conduite administrative comparé aux dispositions contraignantes du droit de l'Union européenne</i> .....	138
2. <i>Autres principes, droits et règles de la procédure administrative de l'UE identifiés par le Groupe de travail sur le droit administratif de l'Union européenne de la Commission des affaires juridiques</i> .....	141
B. Le libellé des principes, droits et règles de la procédure administrative de l'Union européenne ...	142
C. Les principes, droits et règles de procédure administrative à thème spécifique .....	144
D. Les lacunes quant à la formulation des règles et principes de procédure administrative de l'Union européenne .....	147
II. Les effets potentiels du caractère général d'un règlement sur la procédure administrative l'Union européenne.....	149
A. Un droit européen de la procédure administrative codifié dans un règlement unique .....	149
B. Un ensemble unique de règles et de normes facilement identifiables et compréhensibles.....	151
C. Comblent les lacunes dans les règles et principes de procédure administrative de l'Union européenne .....	154
D. Assurer une plus grande cohérence entre les divers organes, services et organismes et entre les secteurs politiques .....	157
E. Offrir un modèle commun pour de nouveaux domaines d'action et pour les nouveaux services et organismes de l'Union.....	158
F. Les effets potentiels du caractère obligatoire d'un droit de l'UE sur la procédure administrative.....	159

## CHRONIQUES

<i>Vie des institutions,</i> par Eleftheria NEFRAMI .....	167
I. Le Parlement européen, année 2011.....	167
A. Vie institutionnelle du Parlement européen.....	167
1. <i>Coopération avec les parlements nationaux</i> .....	169
2. <i>Accord-cadre interinstitutionnel</i> .....	169





B. Exercice des pouvoirs du Parlement européen.....	172
1. <i>La sauvegarde de la stabilité économique –       la gouvernance économique</i> .....	172
2. <i>Le Parlement européen et l'action extérieure       de l'Union européenne</i> .....	177
a. Conclusion des accords internationaux .....	177
b. La PESC.....	181
c. Les droits de l'homme.....	184
d. La politique de voisinage de l'Union européenne.....	186
e. La représentation internationale de l'Union .....	189
f. Politiques sectorielles .....	191
g. Élargissement .....	193
3. <i>Le Parlement européen et les droits fondamentaux       dans certains États membres</i> .....	193
4. <i>Activités législatives du Parlement européen</i> .....	195
5. <i>Activités budgétaires du Parlement européen</i> .....	201
II. Conseil européen et conseil de l'Union européenne.....	203
A. Vie institutionnelle .....	204
1. <i>Le Conseil européen, « organe suprême de l'Union »</i> .....	204
a. L'exercice des fonctions constitutionnelles du Conseil européen .....	204
(a). La mise en œuvre d'une procédure de révision simplifiée .....	204
(b). L'exercice du pouvoir de nomination des membres du directoire de la BCE.....	205
b. L'octroi de nouvelles fonctions au profit du président du Conseil européen .....	205
c. Vers une présidentialisation collective de l'Union ?.....	206
2. <i>L'actualité institutionnelle du Conseil de l'Union        européenne</i> .....	207
a. Budget.....	208
b. Comitologie .....	209
c. Modification du règlement intérieur du Conseil de l'Union européenne .....	210





## TABLE DES MATIÈRES

1079

B. Impulsion et conduite des politiques de l'Union.....	211
1. <i>Vers une gouvernance économique plus efficace</i> .....	211
a. La mise en œuvre du premier « semestre européen ».....	211
b. Le « Pacte pour l'Euro plus ».....	212
c. La négociation et l'adoption du « <i>Six Pack</i> ».....	212
d. La création du Mécanisme européen de stabilité (MES)...	213
e. Le pilotage des tests de résistance du secteur bancaire européen .....	213
f. Le nouveau « Pacte budgétaire ».....	213
2. <i>Politique intégrée « Énergie-climat »</i> .....	214
a. Objectifs de la politique de l'énergie pour 2014, 2020 et 2050.....	214
b. Renforcement de la politique énergétique extérieure de l'Union.....	215
c. Sécurité nucléaire.....	216
d. Poursuite de la diplomatie climatique de l'Union.....	216
e. Développement de la politique de l'environnement .....	216
3. <i>Les crises internationales majeures</i> .....	217
a. L'affermissement de la collaboration institutionnelle européenne .....	218
(a). Une défense constante et conjointe des valeurs de l'Union .....	218
(b). La relativisation corrélative de la dichotomie fonctionnelle.....	221
b. L'action des Conseils, gage de cohésion internationale ....	223
(a). Un soutien constant aux résolutions onusiennes .....	223
(b). Un appui décisif aux initiatives régionales et aux actions interétatiques.....	226
4. <i>La protection des droits fondamentaux et de l'État de droit</i> .....	229
a. La protection interne des droits fondamentaux et de l'État de droit.....	229
(a). Évaluation de la Bulgarie et de la Roumanie.....	229
(b). La problématique migratoire.....	229





(c). Décision de protection européenne.....	231
(d). Exploitation sexuelle des enfants.....	231
b. La protection externe des droits fondamentaux et de l'État de droit.....	231

## CONCLUSIONS

<i>Le contentieux devant la Cour de justice (2011), par Brunessen BERTRAND.....</i>	237
I. Les évolutions juridictionnelles de la CJUE.....	238
A. L'évolution conjoncturelle de la Cour.....	238
1. <i>La composition de la Cour de justice de l'UE.....</i>	238
2. <i>L'évolution des pratiques institutionnelles de la Cour de justice.....</i>	239
B. L'évolution des procédures juridictionnelles.....	240
1. <i>Les modifications du Statut de la Cour.....</i>	240
2. <i>Les modifications du règlement de procédure.....</i>	242
II. Les évolutions juridiques des recours contentieux.....	244
A. Le recours en manquement.....	244
1. <i>Les innovations relatives aux sanctions pécuniaires.....</i>	244
2. <i>Les confirmations.....</i>	245
B. Les nouveautés du recours en annulation.....	247
1. <i>La recevabilité des recours intenté par les particuliers.....</i>	247
2. <i>La modulation des effets de l'annulation de mesures restrictives.....</i>	249
III. Les précisions jurisprudentielles sur les voies de droit.....	249
A. Les clarifications relatives à la recevabilité.....	250
1. <i>La recevabilité des renvois préjudiciels.....</i>	250
2. <i>La recevabilité des pourvois.....</i>	251
B. Les confirmations relatives aux conditions de fond.....	254
1. <i>Les conditions d'obtention des mesures provisoires.....</i>	254
2. <i>Les conditions d'engagement de la responsabilité extracontractuelle.....</i>	255





## TABLE DES MATIÈRES

1081

<i>Finances,</i> par Anne-Marie TOURNEPICHE.....	257
I. Les caractéristiques de la procédure budgétaire annuelle pour l'exercice 2012.....	257
A. Des intérêts classiquement divergents entre les deux branches de l'autorité budgétaire .....	257
B. Une procédure budgétaire moins conflictuelle qu'en 2010 .....	260
C. Les questions en suspens.....	263
II. Le point de départ de négociations budgétaires stratégiques....	266
A. Les propositions relatives au cadre financier pluriannuel 2014-2020 .....	266
B. Les propositions pour une réforme du financement de l'Union européenne .....	271
<i>Droits fondamentaux,</i> sous la direction de Romain TINIÈRE en collaboration avec Christophe MAUBERNARD et Claire VIAL, Institut de droit européen des droits de l'homme (IDEDH, Université Montpellier I, EA 3976).....	275
I. Application de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne .....	275
A. La fin des incertitudes pesant sur le champ d'application de la Charte en matière contentieuse .....	275
B. Une utilisation non-contentieuse toujours assez nébuleuse .....	278
II. Les relations entre le système de protection des droits fondamentaux de l'Union européenne et celui de la Convention européenne des droits de l'homme .....	280
A. L'interprétation des dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union à la lumière du droit de la Convention.....	280
B. L'adhésion de l'Union à la Convention.....	285
III. La dimension externe de la protection des droits de l'homme .....	286
IV. Asile et immigration.....	291
V. Les droits de l'enfant.....	294



<i>Citoyenneté,</i> par Myriam BENLOLO CARABOT .....	297
I. Renouveau .....	297
A. Une revendication commune : le droit de l'Union européenne peut-il fonder un droit au séjour de ressortissants d'États tiers souhaitant rester ou demeurer sur le territoire de l'Union afin d'y maintenir une vie familiale avec un citoyen de l'Union sédentaire ? .....	298
B. Les apports : vers un renforcement du droit au séjour du citoyen européen sédentaire .....	300
1. <i>Applicabilité de la directive 2004/38 aux seuls citoyens            ayant circulé sur le territoire de l'UE</i> .....	301
2. <i>Applicabilité des dispositions du traité relatives            à la citoyenneté de l'UE à des « situations purement            internes »</i> .....	303
C. Interrogations et controverses .....	305
1. <i>Contours du critère de la « privation de la jouissance            effective » des droits du citoyen européen</i> .....	306
2. <i>La détermination de « l'essentiel » des droits du citoyen            européen et la question du droit à la vie privée            et familiale</i> .....	308
II. Continuité .....	310
A. Droit de séjour permanent .....	310
B. Interdiction de sortie du territoire national pour un motif d'ordre public .....	314
C. Droit au nom .....	317
D. Liberté de circulation et fiscalité .....	320
E. Liberté de circulation et sécurité sociale .....	322
<i>Espace de liberté, sécurité, justice 2011,</i> par Henri LABAYLE, .....	325
I. Les politiques communes .....	325
A. La politique commune de contrôle aux frontières .....	325
1. <i>Vers un renforcement des capacités de l'Agence            en tant que garantie de l'ELSJ</i> .....	326
2. <i>La concentration des opérations de l'Agence dans            la lutte contre l'immigration irrégulière pour l'année 2011.</i>	327





TABLE DES MATIÈRES	1083
B. La politique commune d'asile.....	328
1. <i>Les réussites</i> .....	328
2. <i>Les discussions en cours</i> .....	329
a. La proposition modifiée de refonte de la directive « Accueil ».....	329
b. La proposition modifiée de refonte de la directive « Procédures ».....	330
3. <i>La crise du règlement Dublin II :         l'impact de la jurisprudence M.S.S.</i> .....	331
C. La politique commune d'immigration.....	332
1. <i>La gestion des flux migratoires au regard des printemps         arabes</i> .....	332
2. <i>Immigration légale</i> .....	334
a. Visas.....	334
b. Séjour des ressortissants d'États tiers.....	335
c. Intégration.....	337
3. <i>Immigration illégale</i> .....	338
a. Jurisprudence en matière de retour.....	338
b. Réadmission.....	341
II. La coopération judiciaire civile.....	342
A. Les avancées législatives en matière de coopération judiciaire civile.....	342
B. Les apports jurisprudentiels en matière de coopération judiciaire civile.....	344
1. <i>L'interprétation du règlement « Bruxelles I »</i> .....	344
a. Le champ d'application du règlement « Bruxelles I ».....	345
b. L'interprétation stricte des règles spéciales de compétence du règlement « Bruxelles I ».....	346
c. L'application de la procédure d'exequatur.....	347
2. <i>L'application de la Convention de Rome au contrat             de travail</i> .....	347
3. <i>L'applicabilité ratione temporis du règlement Rome II             sur la loi applicable aux obligations non contractuelles...</i>	348





4. <i>Interprétation du règlement n° 1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité</i> .....	349
5. <i>Règlement n° 1206/2001 relatif à la coopération entre les juridictions des États membres dans le domaine de l'obtention des preuves en matière civile ou commerciale</i> .....	350
III. La coopération judiciaire pénale .....	351
A. Les efforts de l'UE en matière de protection des victimes ..	351
1. <i>Les propositions pour renforcer les droits des victimes</i> .....	351
2. <i>L'adoption de la directive 2011/99/UE du 13 décembre 2011 relative à la décision de protection européenne</i> .....	353
B. Lutte contre la traite et les abus sexuels et exploitation sexuelle d'enfants .....	355
1. <i>La directive 2011/36/UE du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes</i> .....	355
a. L'établissement de règles minimales relatives à la définition des infractions pénales dans le domaine de la traite des êtres humains .....	356
b. Le renforcement de la prévention et de la protection des victimes .....	356
2. <i>La directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 relative à la lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie</i> .....	357
a. La définition des infractions pénales et des sanctions .....	357
b. Le renforcement de la prévention et de la protection des victimes .....	358
C. Dixième rapport annuel d'Eurojust .....	359
1. <i>La priorité donnée à la coordination et à la coopération</i> ..	359
2. <i>La persistance de certaines insuffisances</i> .....	360
IV. La coopération policière .....	361
A. La sécurité intérieure de l'Union européenne .....	361
B. La protection des données .....	363
1. <i>Les prémices de la révision du cadre législatif européen de la protection des données</i> .....	363
a. Vers un nouveau cadre global de la protection des données personnelles .....	364





## TABLE DES MATIÈRES

1085

b. Le cas particulier de la directive relative à la conservation des données.....	364
2. <i>L'actualisation du système des PNR</i> .....	365
a. Des négociations entamées.....	365
b. Des négociations abouties : l'accord UE/Australie sur les données PNR.....	367
C. L'OCTA et la lutte contre la criminalité organisée dans l'Union.....	369
1. <i>Une évaluation stratégique à variables plurielles</i> .....	369
2. <i>Une évaluation prospective à des fins méthodologiques</i> .....	371
D. La lutte contre le terrorisme.....	372
1. <i>La persistance de la menace terroriste</i> .....	372
2. <i>La poursuite de la lutte européenne contre le terrorisme ...</i>	373
3. <i>La jurisprudence de la Cour de justice et du Tribunal             de l'Union en matière de terrorisme dans le cadre             de la PESC</i> .....	373
a. L'affaire <i>Sison</i> .....	374
b. L'affaire <i>People's Mojahedin Organization of Iran             (PMOI)</i> .....	375
<i>Libre prestation des services et droit d'établissement,     par Denis MARTIN</i> .....	377
I. Développement législatif, la directive « soins de santé ».....	377
II. Développements jurisprudentiels – Entraves et raisons impérieuses d'intérêt général.....	381
A. L'entrave et les soins de santé transfrontaliers – les arrêts <i>Commission/Luxembourg</i> et <i>Commission/Portugal</i> .....	381
B. Qu'est-ce qu'une entrave ? Une modulation subjective du concept – Les arrêts <i>Société fiduciaire</i> , <i>Commission c/ Italie</i> et <i>DHL</i> .....	384
C. Qu'est-ce qu'une raison impérieuse d'intérêt général ? Vers une fragmentation du concept et du contrôle de proportionnalité appliqué ? – Les arrêts <i>Zeturf</i> , <i>Dickinger</i> et <i>Mesopotamia Broadcast</i> .....	387
D. Entre l'entrave et sa justification par une raison impérieuse d'intérêt général, de la place pour la « différence objective de situation » ? – Les arrêts <i>National Grid Indus</i> et <i>Commission         c/ Hongrie</i> .....	391



E. Les libertés fondamentales, des libertés en évolution constante – Les arrêts « notaires ».....	394
III. Conclusions .....	397
<i>Libre circulation des marchandises,</i> par Claude BLUMANN .....	399
I. Précisions sur le champ d'application de la libre circulation des marchandises.....	400
A. Le champ d'application géographique ( <i>ratione loci</i> ).....	401
B. Le champ d'application <i>ratione materiae</i> .....	403
II. Le Droit douanier.....	404
A. Régimes douaniers particuliers, propriété intellectuelle et contre-façon.....	405
B. Heurs et malheurs du bioéthanol.....	408
C. Les avatars du poulet salé, désossé, congelé.....	410
III. Les mesures d'effet équivalent .....	413
A. Environnement et libre circulation des marchandises.....	413
B. Mesures d'effet équivalent à l'exportation.....	418
<i>Concentrations,</i> par Dominique BERLIN.....	423
I. Actualité jurisprudentielle .....	424
II. Les autorisations simples.....	436
L'affaire <i>Caterpillar/MWM</i> (Comp/M.6106) du 19 octobre 2011 .....	437
III. Les autorisations sous condition .....	454
<i>Droit des pratiques étatiques anticoncurrentielles,</i> par Loïc GRARD .....	459
I. Aides d'État.....	460
A. La notion d'aide d'État : l'article 107 § 1.....	460
1. <i>Un avantage économique</i> .....	461
a. Les allègements de charge fiscale.....	462
b. Le critère de l'investisseur privé en économie de marché.....	463
2. <i>Un avantage sélectif</i> .....	465
3. <i>Mesure imputable à l'État et avantage au moyen             d'une ressource d'État</i> .....	468



TABLE DES MATIÈRES	1087
4. <i>Notion d'activité économique</i> .....	469
5. <i>Incidence de l'aide sur les échanges économiques et la concurrence</i> .....	469
B. <i>Compatibilité et légalité des aides d'État</i> .....	470
1. <i>Légalité et illégalité des aides d'État</i> .....	470
2. <i>Compatibilité et incompatibilité des aides avec le marché intérieur : articles 107 § 2 et 107 § 3 TFUE</i> .....	475
a. <i>Aides d'État en contexte de crise financière : article 107 § 3 alinéa b)</i> .....	476
b. <i>Aides à la formation</i> .....	480
c. <i>Règlements d'exemption et communications</i> .....	480
C. <i>Procédures</i> .....	482
1. <i>Déroulement de la procédure administrative</i> .....	482
2. <i>Règles procédurales</i> .....	483
a. <i>Obligation de motiver</i> .....	483
b. <i>Droits de la défense</i> .....	484
c. <i>Protection de la confiance légitime</i> .....	484
3. <i>Recevabilité des recours en annulation</i> .....	485
a. <i>Intérêt à agir</i> .....	485
b. <i>Nature de l'acte</i> .....	487
II. <i>Services d'intérêt économique général</i> .....	489
A. <i>Services d'intérêt économique général et droit des aides d'État</i> .....	489
1. <i>Pratique décisionnelle</i> .....	489
a. <i>Application de l'article 106 § 2 TFUE : le cas de la radiodiffusion de service public</i> .....	490
b. <i>Application du règlement n° 1370/2007 : les transports terrestres</i> .....	492
2. <i>Législation</i> .....	493
a. <i>Financements indépendants du droit des aides d'État : les « mini » services publics</i> .....	494
b. <i>Les financements dans le respect du droit des aides d'État, sans contrôle préalable de la Commission, « petits services publics » et « services sociaux »</i> .....	495





c. Les financements sous contrôle au nom du droit des aides d'État : les « grands » services publics.....	497
B. Les services d'intérêt économique général au-delà du droit des aides d'État.....	498
<i>Contrats publics,</i> par Delphine DERO-BUGNY.....	501
I. Actualité législative.....	501
II. Actualité jurisprudentielle.....	509
A. Marché public de services et concession de services.....	509
B. Marchés de travaux.....	513
C. Marchés portant sur des services relevant de l'annexe II B de la directive 2004/18/CE.....	513
D. Égalité de traitement/ directive recours.....	516
<i>Politique Agricole Commune,</i> par Marc BLANQUET.....	519
I. Cadre général de la PAC.....	520
A. Le cadre stratégique : « l'horizon 2020 ».....	520
1. <i>Les défis et les objectifs</i> .....	521
2. <i>Les instruments et les options</i> .....	522
3. <i>Les propositions législatives</i> .....	524
B. Le cadre financier.....	526
C. Le cadre géographique.....	527
II. Mesures relatives aux marchés agricoles.....	528
A. Le « paquet Lait ».....	528
B. La recherche de compétitivité.....	529
C. Le problème des stocks et de l'aide alimentaire.....	529
III. « 3 <sup>e</sup> pilier » de la PAC : Qualité des produits, santé et sécurité alimentaire.....	531
A. Qualité des produits agricoles.....	531
1. <i>Le paquet « qualité »</i> .....	532
2. <i>L'étiquetage des produits bio</i> .....	534







TABLE DES MATIÈRES	1089
3. <i>Le Livre vert sur la promotion des saveurs de l'Europe</i> .....	535
B. Santé .....	535
C. Santé animale et bien-être animal.....	536
D. Sécurité alimentaire.....	537
1. <i>Jurisprudence</i> .....	537
2. <i>Législation</i> .....	541
<i>Droit des transports 2011,</i> par Vincent CORREIA, Loïc GRARD, Sébastien MARTIN.....	547
Introduction.....	547
I. Transports terrestres.....	549
A. Des transports terrestres plus sûrs.....	550
B. Des transports terrestres plus efficaces.....	552
C. Des transports terrestres plus respectueux de l'environnement.....	553
II. Le transport aérien .....	555
A. L'application classique du droit de la concurrence à l'activité aérienne.....	556
B. La confirmation de l'interprétation consumériste des droits des passagers aériens.....	558
C. La contestation des mesures de réduction des gaz à effet de serre produits par l'aviation civile .....	559
D. La poursuite des efforts entrepris dans le secteur de la navigation aérienne.....	562
E. Le développement des relations extérieures de l'Union européenne .....	564
<i>La protection de l'environnement,</i> par Ludwig KRÄMER .....	567
I. La planification environnementale.....	567
A. Le 6 <sup>e</sup> Programme d'action en matière d'environnement..	567
B. Le plan d'action en faveur de l'éco-innovation .....	569
C. La proposition LIFE 2014-2020.....	569
D. Le contrôle d'application.....	569





II. Les différents secteurs de la politique en matière d'environnement .....	570
A. Les questions horizontales .....	570
Accès à l'information et accès à la justice en matière d'environnement .....	570
Évaluation d'impact .....	572
Statistiques .....	574
B. Biodiversité et conservation de la nature .....	574
Protocole de Nagoya .....	574
Stratégie sur la biodiversité .....	574
Protection des baleines .....	575
Les cormorans .....	575
La jurisprudence de la Cour de Justice .....	576
C. Produits .....	577
Bisphénol A .....	577
Substances dangereuses dans les produits électriques et électroniques .....	577
Restriction d'utilisation de certaines substances .....	578
Créosote .....	578
Biotechnologie .....	578
Cadmium et PVC .....	578
Importation et exportation de substances chimiques dangereuses .....	579
L'écoconception .....	579
Le label écologique .....	579
Normalisation .....	580
Nanomatériaux .....	580
Jurisprudence de la Cour de Justice .....	581
D. Installations industrielles .....	581
Activités offshore .....	581
Jurisprudence de la Cour de Justice .....	582
E. Protection de l'eau .....	583
Substances radioactives dans l'eau potable .....	583





TABLE DES MATIÈRES	1091
Liste de substances dangereuses .....	583
Eau et sécheresse.....	583
Jurisprudence de la Cour de Justice.....	584
F. Pollution de l'air.....	584
Eurovignette.....	584
Combustibles marins .....	585
G. Bruit.....	585
Bruit en provenance des voitures .....	585
Bruit et aéroports.....	586
Jurisprudence de la Cour de Justice.....	586
H. Déchets et gestion des ressources .....	587
Déchets radioactifs .....	587
Les déchets cessent d'être des déchets.....	587
Mercure métallique.....	588
Sacs en plastique.....	588
Gestion des ressources.....	588
Jurisprudence de la Cour de Justice.....	589
III. Intégration des exigences environnementales dans les autres politiques de l'Union.....	589
A. Environnement et changement climatique .....	589
Véhicules utilitaires légers.....	589
Stratégie vers 2050.....	590
Surveillance des émissions de gaz à effet de serre.....	590
Jurisprudence de la Cour de Justice.....	591
B. Environnement et énergie.....	592
Taxations des carburants.....	592
Stratégie vers 2050.....	592
C. Environnement et transport.....	592
Stratégie vers 2050.....	592
Politique aéroportuaire.....	593
Jurisprudence de la Cour.....	593





<i>Santé publique,</i> par Nathalie DE GROVE-VALDEYRON .....	595
I. Aspects législatifs.....	597
A. Le développement d'un marché intérieur de la santé .....	597
1. <i>Les droits des patients en matière de soins de santé</i> <i>transfrontaliers</i> .....	597
2. <i>Qualité, sécurité et prévention</i> .....	600
a. Directive 2010/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2010 relative aux normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés à la transplantation .....	600
b. Retraitement des dispositifs médicaux et innovation dans le secteur des dispositifs médicaux.....	600
c. Prévention des blessures.....	603
3. <i>Médicaments et produits de santé : poursuite</i> <i>de l'examen du « paquet pharmaceutique »</i> .....	603
a. Information relative aux médicaments soumis à prescription médicale : deux propositions modifiées et adoptées par la Commission.....	603
b. Pharmacovigilance : une nouvelle directive et un nouveau règlement en 2010... à renforcer encore en 2011 !.....	604
1. <i>Une nouvelle législation en 2010...</i> .....	604
2. <i>.... à renforcer encore en 2011</i> .....	605
c. Contrefaçon .....	606
B. Les actions de l'Union relevant du 2 <sup>e</sup> programme d'action en matière de santé (2008 - 2013) .....	607
1. « <i>Un bon état de santé dans une Europe vieillissante</i> ».....	607
a. La lutte contre le tabagisme .....	607
b. Lutte contre la drogue .....	608
2. <i>Protection des citoyens contre les menaces pour la santé ..</i>	609
a. La lutte contre le cancer.....	609
b. Maladie d'Alzheimer et autres démences.....	610
c. Maladies chroniques.....	611
d. Lutte contre les menaces transfrontières graves pour la santé.....	611



## TABLE DES MATIÈRES

1093

C. Le troisième programme d'action pluriannuel de l'Union dans le domaine de la santé (2014-2020) : la santé en faveur de la croissance : <i>un projet en cours d'examen</i> .....	612
II. Développements jurisprudentiels.....	612
A. Santé publique et libre circulation des personnes.....	613
1. <i>Les soins de santé transfrontaliers</i> .....	613
2. <i>Santé publique et quotas pour l'accès aux études médicales</i> ..	616
3. <i>Le maillage territorial des pharmacies</i> .....	617
B. Santé publique et libre circulation des marchandises.....	617
1. <i>L'arrêt Solgar</i> .....	618
2. <i>Le principe de précaution : arrêt de la Cour Commission contre France et arrêt du Tribunal France contre Commission</i> .....	619
a. La mise en œuvre du principe de précaution.....	620
b. La vente par internet de lentilles de contact : l'Europe, février 2011, comm. 51. ....	623
3. <i>Libre circulation des produits sanguins et protection des inventions biotechnologiques</i> .....	624
a. L'Europe, février 2011, comm. 48 du 9 décembre 2010....	624
b. Protection des inventions biotechnologiques : l'arrêt <i>O. Brüstle</i> .....	624
<i>Questions sociales,</i> par Sylvie HENNION.....	627
I. Vocations sociales de la citoyenneté européenne .....	627
A. Regroupement familial .....	628
B. Droit de séjour.....	631
C. Propositions et communications de la Commission européenne .....	633
1. <i>Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant, pour la période 2014-2020, le programme droit et citoyenneté, COM/2011/0758 final.</i>	633
2. <i>Mobilité des citoyens : Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions : L'Acte pour le marché unique, douze leviers pour stimuler la croissance et renforcer la confiance ; ensemble pour une nouvelle croissance</i> .....	633



II. Circulation des travailleurs.....	634
A. Règlement (UE) n° 492/2011 du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union .....	634
B. Droit international du travail.....	635
C. Accès à l'emploi .....	639
D. Emploi des ressortissants des pays tiers.....	641
III. Protection sociale de la mobilité.....	643
IV. Conditions de travail.....	647
A. Durée et temps de travail.....	647
B. Discriminations fondées sur l'âge.....	649
<i>Propriétés intellectuelles et droit de l'Union européenne,</i> par Célia ZOLYNSKI.....	653
I. Liberté de circulation, libre concurrence et droit de propriété intellectuelle : vers une remise en cause des exclusivités territoriales ?	
CJUE 4 octobre 2011, <i>Premier League</i> , aff. C-403/08 .....	654
A. Analyse de l'exclusivité.....	655
B. Une portée encore incertaine.....	658
II. Droits fondamentaux : Obligation des intermédiaires de l'internet, filtrage et proportionnalité.	
CJUE 24 nov. 2011, <i>ScarletExtended SA</i> , C-70/10.....	660
III. Harmonisation. Directive. Droit d'auteur et droits voisins.	
Quand la Cour de justice dessine la notion d'originalité :	
CJUE 1 <sup>er</sup> décembre 2011, <i>Eva Painer</i> , C-145/10.....	667
<i>Chronique union économique et monétaire,</i> par Francesco MARTUCCI.....	675
I. Stabilité monétaire.....	675
A. L'indépendance des banques centrales à l'épreuve du politique.....	676
1. <i>L'indépendance personnelle des membres du directoire             de la BCE</i> .....	676
2. <i>L'indépendance institutionnelle de la Banque centrale             hongroise</i> .....	679
B. Les activités de banque centrale à l'épreuve de la crise.	681
1. <i>L'émission monétaire</i> .....	682
2. <i>La politique monétaire</i> .....	683





TABLE DES MATIÈRES	1095
3. <i>Politique de change</i> .....	688
4. <i>La participation au système européen de surveillance financière</i> .....	689
5. <i>La coopération internationale</i> .....	691
II. Stabilité budgétaire.....	692
A. La solidarité financière pérennisée par le MES.....	692
1. <i>Le dispositif ad hoc pour la Grèce</i> .....	693
2. <i>La première version du MES</i> .....	696
3. <i>La seconde version du MES</i> .....	698
B. La discipline budgétaire renforcée par le <i>Six Pack</i> .....	701
1. <i>La révision du Pacte de stabilité et de croissance</i> .....	701
2. <i>La procédure pour déséquilibres macroéconomiques</i> .....	705
3. <i>Différenciation et répression</i> .....	707
4. <i>Le semestre européen</i> .....	709
5. <i>Quelques nouveautés institutionnelles</i> .....	711
<i>Droit des relations économiques extérieures de l'Union,</i> sous la direction de Christine KADDOUS et Dominique BERLIN ..	713
Liste des arrêts commentés.....	713
I. Contentieux des actes unilatéraux.....	715
A. Le régime de libération des échanges.....	715
B. Le régime de défense commerciale.....	729
II. Droit conventionnel.....	737
A. Le régime.....	737
B. Le contenu.....	743
<b>CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE,</b> par Fabrice PICOD.....	751
I. – Recueils de textes.....	751
II. – Traités et manuels.....	756
III. – Monographies et ouvrages spécifiques.....	775
IV. – Thèses.....	796
V. – Ouvrages collectifs.....	821
VI. – Ouvrages à caractère pédagogique.....	869
VII. – Mélanges et recueils d'études.....	888





<i>REVUE DES REVUES,</i> sous la responsabilité de Fabrice PICOD.....	891
Avec les contributions de.....	891
Revue analysées.....	892
I. Constitution de l'Union européenne et Traité de Lisbonne .....	894
II. Droits nationaux et de droits européens.....	898
III. Élargissement.....	909
IV. Droits fondamentaux.....	910
V. Droit institutionnel et citoyenneté européenne.....	932
VI. Contentieux.....	948
VII. Relations extérieures.....	955
VIII. Espace de liberté, de sécurité et de justice .....	959
IX. Libertés de circulation.....	966
X. Fiscalité et douanes.....	974
XI. Concurrence.....	979
XII. Actions et politiques communes.....	986
XIII. Propriété intellectuelle.....	1011
XIV. Droit international privé de l'Union .....	1012

